

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



NOTES POUR UN DISCOURS DE
L'HONORABLE ALLAN J. MACÉACHEN,
VICE-PREMIER MINISTRE ET
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX
AFFAIRES EXTÉRIEURES, AU
COMITÉ CANADA/ISRAËL.

OTTAWA

LE 21 MARS 1984

Lors de votre dernière conférence annuelle, je vous faisais part de mon intention de visiter à nouveau le Moyen-Orient, et Israël où ma dernière visite remontait à 1976. J'ai pu faire cette visite dans la région en octobre dernier. J'aimerais au moins partager aujourd'hui avec vous certaines impressions que j'y ai ramenées, sachant fort bien que ce qui s'y passe vous intéresse et vous préoccupe tout autant que moi.

Mon voyage m'a bien sûr rappelé nombre de bons souvenirs et a dans ce sens constitué une expérience éminemment enrichissante. Il y avait aussi le revers de la médaille: une plus grande sensibilisation à la complexité frustrante des problèmes avec lesquels les dirigeants et les habitants de la région doivent composer depuis si longtemps. J'en ai été à nouveau saisi, tant par ce que j'ai vu dans les pays visités que lors des discussions que j'ai eues avec mes hôtes en Égypte, en Israël, en Jordanie, au Liban et en Syrie.

Permettez-moi d'abord de vous parler des aspects plaisants, et surtout de mon séjour en Israël qui m'a permis de ressentir à nouveau le dynamisme et la vitalité de cette jeune nation avec laquelle les Canadiens sont si intimement associés depuis sa naissance. J'y ai découvert que le passé était tout aussi vivant et que le peuple d'Israël affrontait l'avenir avec une énergie non diminuée. Cette vigueur et ce dynamisme ne peuvent manquer de servir de source d'inspiration aux Canadiens et aux citoyens d'autres pays qui visitent Israël.

J'ai aussi constaté, comme je m'y attendais en fait, que l'amitié et la compréhension qui ont toujours inspiré les relations entre nos deux pays et nos deux peuples n'ont rien perdu de leur vivacité et de leur vigueur. Au centre de notre relation se trouve notre engagement permanent et sans équivoque envers la sécurité et le bien-être de l'État d'Israël, envers son droit de vivre en paix avec ses voisins arabes du Moyen-Orient.

Bien sûr, nos relations se sont modifiées et élargies considérablement depuis l'époque où la dimension politique régionale, et de fait la survie même d'Israël, dominaient presque entièrement nos préoccupations mutuelles. Les discussions amicales et prospectives que j'ai pu avoir avec le Premier ministre Shamir ont reflété la complexité et la stabilité de la relation Canada-Israël. Nous avons beaucoup parlé, et c'est assez naturel, des problèmes actuels de la région, et tout particulièrement de la violence incessante au Liban; nous avons tiré une certaine satisfaction de la croissance permanente des relations économiques, de la coopération technique et des échanges culturels entre nos deux pays. Nous avons été encouragés par nos réalisations, et nous nous sommes montrés optimistes devant l'avenir et confiants que nos relations de longue date continueront de se développer et de s'élargir.

Des progrès importants ont effectivement été réalisés l'an dernier. Vous vous souviendrez qu'à votre dernière conférence annuelle, j'annonçais l'allocation de fonds fédéraux pour faciliter l'établissement, en coopération avec Israël, d'un institut visant à promouvoir les activités conjointes de R-D industrielle dans les deux pays. Je me souviens de l'accueil chaleureux que vous avez réservé à cette annonce. En plus d'aller de l'avant avec ce projet - auquel la visite qu'a effectuée au

Canada en juin dernier le ministre du Commerce d'Israël, M. Gideon Patt, est venu donner un nouvel élan -, de nouvelles initiatives ont depuis été lancées dans d'autres domaines. Israël a reçu en décembre dernier des délégations techniques de notre ministère de la Santé et du Bien-être national ainsi que de notre ministère des Communications. Les délégations ont eu des discussions approfondies avec les représentants israéliens, en vue d'accroître la coopération en matière de santé et de médecine et dans le domaine des communications. Ces deux secteurs renferment la promesse d'une meilleure coordination de nos efforts susceptible d'avantager les deux parties. La production cinématographique est un autre domaine dans lequel nous nous acheminons vers une coopération élargie. Un accord de coproduction de films est en vigueur depuis de nombreuses années, et le Canada a maintenant proposé qu'il soit élargi pour tenir compte des développements récents en matière de films et de télévision. On a commencé à discuter de la possibilité d'amender l'accord à cette fin.

L'amitié qui lie depuis toujours nos deux pays se voit renforcée par notre engagement mutuel envers les principes d'un gouvernement démocratique. Je ne crois pas que nous puissions jamais l'oublier. Ce régime démocratique a été concrétisé lors de ma visite en automne dernier, lorsque j'ai rencontré les leaders du gouvernement et de l'opposition; comme au Canada, il était difficile de trouver une unanimité de vues. Ce qui révèle une saine démocratie en Israël. Peu de pays ont des régimes aussi démocratiques.

Bien sûr, le flot constant des visites entre nos deux pays et la structure complexe des échanges humains entre nos deux peuples constituent l'un des liens fondamentaux entre Israël et le Canada. Il me semble même que cette dimension humaine est unique dans les relations internationales du Canada. Dans ce domaine également, nous avons récemment pris une initiative importante. Par un décret du conseil sanctionné au début de ce mois, le gouvernement canadien a aboli l'exigence faite aux citoyens d'Israël d'obtenir un visa de visiteur pour entrer au Canada. Puisque l'annulation de cette exigence soulagera chaque année quelque 50 000 visiteurs israéliens de la nécessité de se procurer un visa pour venir chez nous, il s'agit d'une très importante mesure de facilitation des contacts humains, qui constituent le tissu même de nos relations bilatérales.

Tout ceci pour dire que nous continuons, avec bonne volonté et énergie, à élargir et à renforcer nos échanges mutuels déjà importants. Il y aura toujours beaucoup à faire, mais nous sommes sur la bonne voie et nous allons dans la bonne direction. Il me semble parfois que, dans notre préoccupation pour les conflits de la région, nous ne devrions pas négliger de porter une attention étroite et positive à la relation bilatérale. Ces contacts sont fondamentaux et devraient être poursuivis. J'ai considéré ma visite à Jérusalem comme un échange de vues entre amis. Je pense que ce point de vue a été partagé par mes interlocuteurs en Israël - le Premier ministre, le ministre de la Défense Arens et le Président Herzog. Après ma visite, le Premier ministre Trudeau a reçu du Premier ministre Shamir une lettre décrivant nos entretiens comme ayant été amicaux et constructifs et mentionnant que nous avons passé en revue un grand nombre de problèmes régionaux ainsi que les divers aspects des relations Canada-Israël. Dans sa lettre, le Premier ministre Shamir exprimait l'espoir que, dans le

prolongement de ce tour d'horizon, il y aura des discussions permanentes au niveau gouvernemental en vue de renforcer notre relation, surtout dans la sphère économique - qui peut certes être améliorée et qui recèle sans aucun doute un grand potentiel. Je suis d'accord avec le Premier ministre Shamir en ce qui touche le grand potentiel de coopération en matière économique. Je considère les relations bilatérales comme étant de la toute première importance.

Si la situation bilatérale que nous avons passée en revue était encourageante, notre examen des problèmes régionaux a produit une évaluation plus sombre. En Israël, tout comme dans les pays arabes que j'ai visités, j'ai rencontré l'anxiété et le doute, et un sentiment presque palpable de frustration devant le fait que la paix n'ait pu être restaurée alors que la violence ne reprend que trop facilement et trop fréquemment. Vous vous en souviendrez, je me trouvais au Moyen-Orient lorsque se sont produits les lâches attentats terroristes contre le quartier général des contingents américain et français de la Force multinationale à Beyrouth. Je me trouvais même à Beyrouth la veille. Ces actes insensés qui ont coûté tant de vies innocentes étaient gravés dans nos esprits lorsque mes hôtes israéliens m'ont fait part de leurs préoccupations pour la sécurité de leur pays, que le danger vienne du Liban ou d'ailleurs. Depuis, d'autres actes terroristes perpétrés en Israël, au Koweït et ailleurs sont venus nous rappeler la fragilité de la stabilité dans la région. Nous ne pouvons que déplorer vigoureusement ce recours incessant à la violence qui ne fait que perpétuer l'impasse à laquelle nous devons échapper.

J'ai parlé du Liban dans chaque capitale visitée, et certainement en Israël, où ce problème a même été l'un de nos principaux sujets de discussion. Certains des problèmes que nous avons alors étudiés n'ont malheureusement rien perdu de leur acuité, bien qu'il se soit passé beaucoup de choses au Liban depuis ma visite. Nous avons vu une recrudescence d'activités hostiles et violentes entrecoupées de fragiles accords de cessez-le-feu. Les éléments de la Force multinationale ont été progressivement retirés. L'accord conclu le 17 mai dernier entre Israël et le Liban a été abrogé, développement que le gouvernement d'Israël considère comme venant perpétuer les dangers pour la sécurité de sa frontière avec le Liban. Le Premier ministre Shamir, dans une lettre qu'il me faisait parvenir la semaine dernière, me rappelait qu'Israël n'a aucun désir de maintenir ses forces au Liban un seul jour de plus qu'il ne le faut, mais qu'il doit veiller à la sécurité de sa population en s'assurant que le territoire libanais n'est pas utilisé comme une base d'opérations terroristes. Il m'avait fait part de la même préoccupation lors des rencontres que j'ai eues avec lui en octobre dernier à Jérusalem. Je peux facilement comprendre cette préoccupation du gouvernement d'Israël pour la sécurité de son territoire et de son peuple, préoccupation que nous prenons pleinement en compte dans notre évaluation permanente et attentive des développements au Moyen-Orient.

Les événements au Liban ont également été à l'avant-plan de mes conversations à Damas. C'était ma première visite en Syrie et la première occasion qui m'était donnée d'entendre le Président et son ministre des Affaires étrangères me donner leur point de vue sur la situation. Ils m'ont dit que le rétablissement de la stabilité au Liban est important pour la sécurité de la Syrie, étant donné surtout que sa capitale est à

proximité des troupes israéliennes. On m'y a également mentionné que la Syrie a toujours joué un rôle fort important dans la vie politique du Liban, et qu'on comptait sur elle pour soutenir les intérêts légitimes de factions qui se jugent victimes de discrimination. En réponse, j'ai souligné que le Canada souhaite que l'influence syrienne soit exercée d'une façon constructive et responsable en vue de favoriser la paix. N'ayez aucun doute là dessus. Je l'ai bien dit au Président Assad. Que la Syrie joue un rôle important dans les affaires de la région est une réalité qui doit être prise en compte. J'ai trouvé fort éclairante l'analyse que le Président Herzog m'a faite de la Syrie, parce qu'il était lui aussi d'avis que la Syrie joue un rôle majeur dans la région. Il était certainement d'avis qu'il faudrait un jour trouver un moyen quelconque de dialoguer avec la Syrie.

Permettez-moi de vous dire que j'ai trouvé dans le Président d'Israël une personne fantastique. Je ne l'avais jamais rencontré, et j'ai peut-être encore eu une meilleure opinion de lui lorsque j'ai découvert qu'il parlait le gaélique. Il a été élevé et a passé une bonne partie de sa vie en Irlande; d'où sa facilité à parler le gaélique. Mais vous ne rencontrez pas aujourd'hui un grand nombre d'hommes d'État qui parlent le gaélique; nous étions au moins deux à pouvoir le faire. Nous avons échangé certains points de vue dans cette langue. Lui dans son gaélique d'Irlande et moi, dans mon gaélique d'Écosse. J'aimerais vous lire un compte rendu de cette partie de la conversation, qui bien sûr n'a pas été rédigé par moi. Et je cite: "vers la fin de la réunion, le Président d'Israël et le Vice-premier ministre avaient établi d'excellents rapports. Le Président rappelait qu'il avait combattu avec des Canadiens pendant la Seconde guerre mondiale et mentionnait ses visites au Canada. Puis le Président et le Vice-premier ministre ont chacun testé leur gaélique." Le rapport mentionne que les résultats ont été mitigés, les variantes irlandaise et écossaise n'étant apparemment pas si rapprochées. "Heureusement, le reste de la réunion s'est déroulé en anglais". Ce n'est là qu'un aspect secondaire d'une discussion fort intéressante avec le Président, non seulement sur les problèmes de la Syrie, mais aussi les problèmes de l'ensemble de la région.

Il ne fait je crois aucun doute que le rétablissement de la stabilité et de la paix au Liban et l'atténuation des inquiétudes de ses voisins doivent passer par une réconciliation politique nationale qui soit juste pour toutes les factions en cause et acceptée par chacune d'elle. Ce n'est que par ce moyen que nous pouvons réalistement espérer voir l'émergence d'un gouvernement stable, largement reconnu et capable d'exercer un contrôle efficace sur l'ensemble du territoire libanais. Nous ne savons pas encore ce qui sortira de la dernière série de discussions politiques qui viennent de se tenir à Lausanne, mais rien ne nous garantit qu'il y aura rétablissement d'un niveau minimal et raisonnable de stabilité au Liban - première étape essentielle à la sauvegarde de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale.

J'ai parlé du Liban non seulement parce que les problèmes intraitables de ce pays vous préoccupent vous et moi, mais également parce que les événements qui y sont survenus ces dernières années reflètent et soulignent certains éléments fondamentaux du conflit israélo-arabe. Pour des parties qui ont connu l'agonie de nombreuses années de conflit, il est

difficile de faire un premier pas constructif car leurs rapports sont teintés de méfiance et d'appréhension. On remarque une réticence à faire le premier pas en vue d'un accommodement raisonnable, de peur que la faction opposée n'en tire indûment avantage. Enfin, au Liban comme ailleurs dans la région, nous avons vu le tragique recours à la force militaire plutôt qu'à la négociation pacifique pour la réalisation d'objectifs foncièrement légitimes.

De toutes les impressions que j'ai ramenées de ma récente visite en Israël et dans les pays voisins, la plus profonde est une conviction renforcée que la paix par la négociation est essentielle et possible - une paix qui donne à Israël des frontières sûres et reconnues, et aux Palestiniens un foyer en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Comme le Premier ministre Shamir l'a éloquemment mentionné dans un toast offert lors de ma visite, "la coexistence et la paix sont inévitables" étant donné les réalités de la démographie et de la géographie au Moyen-Orient.

En réaffirmant que la négociation offre la seule voie possible vers la paix et la stabilité dont tous les peuples de la région ont si désespérément besoin, je ne veux nullement sous-estimer l'importance des difficultés à surmonter, les problèmes perçus ou même les dangers qui attendent chaque partie aux négociations. Je suis bien conscient que pour des parties qui ont connu une si rude expérience, une situation de sécurité relative même éminemment fragile et temporaire peut sembler marginalement préférable au fait de faire le premier pas dans un processus où des concessions seront requises de toutes les parties. Mais il n'est que trop clair que si la spirale incessante de violence et de représailles doit être brisée, des risques réels doivent être pris en vue de la paix. Que de tels risques puissent mener à des résultats éminemment positifs a déjà été concrètement démontré dans la paix résolument forgée entre Israël et l'Égypte. Si d'autres éléments de conflit et de tension au Moyen-Orient peuvent être progressivement réglés avec autant de courage et d'imagination, nous n'avons pas à désespérer de trouver les solutions constructives qui nous ont si longtemps échappé, et à un si fort coût pour les populations de la région.

De mes entretiens sur la paix entre Israël et l'Égypte, j'ai conclu qu'aucun des deux pays n'avait pleinement répondu aux attentes suscitées; mais je crois que ni l'un ni l'autre serait prêt à faire marche arrière.

J'ai profité de ma visite dans la région pour faire le point sur les événements qui conditionnent notre politique du Moyen-Orient, et donc pour évaluer la pertinence des principaux éléments de cette politique. J'ai expliqué les positions du Canada sur les grandes questions à mes interlocuteurs dans les cinq capitales visitées, et je leur ai demandé de me faire connaître leurs réactions à notre approche. Vous connaissez les grands éléments de notre politique - vous en avez souvent parlé ensemble et il n'est pas nécessaire que je vous les répète. Je les ai expliqués à mes hôtes au Moyen-Orient, j'en ai discuté avec eux, et il est vrai qu'ils n'ont pas toujours été d'accord avec la position adoptée par le Canada sur les questions litigieuses. Le président de notre déjeuner a dit que même deux natifs du Cap-Breton peuvent parfois ne pas s'entendre, lorsqu'il a remarqué que le Comité Canada-Israël et le gouvernement du Canada pouvaient

être en désaccord sur certains aspects de la politique. Le même élément de désaccord, je l'ai retrouvé pendant ma visite au Moyen-Orient. Mais j'ai été tout aussi rassuré, et je dois vous le dire tout à fait honnêtement, de constater que mes interlocuteurs comprenaient fort bien notre politique. Je crois qu'ils la considèrent également comme équilibrée et équitable. Je suis revenu convaincu qu'il n'était pas nécessaire de recommencer à zéro, et que nos points de vue sur les problèmes de la région étaient valables. Il ne m'a pas semblé nécessaire de revoir tout ce que nous avons fait, parce que j'ai découvert que les principes qui avaient sous-tendu nos relations avec des pays connaissant une situation différente servaient bien le Canada dans son effort pour établir des relations bilatérales dans la région, et qu'ils répondaient bien à notre préoccupation de donner tout l'élan que nous pouvons à la recherche d'une paix juste, globale et durable.

Je sais que le Comité Canado-Israël et ses membres se soucient d'abord d'obtenir une paix juste, globale et durable. Je sais que, en ce qui concerne cet objectif - à savoir notre recherche incessante de moyens de renforcer la cause de la paix et donc d'améliorer la situation de la population d'Israël -, le gouvernement canadien jouit de l'appui sans réserve du Comité Canada-Israël. D'où la satisfaction toute particulière que j'ai tirée de votre invitation à venir vous parler de certaines de mes inquiétudes, ainsi que de mon espoir persistant de voir la raison et le règlement pacifique triompher de l'amertume et de la violence.